

Avant-propos

Ce bulletin bimestriel présente les derniers développements et événements (février-mars 2022), en termes de stabilisation et relèvement, concentrés au Nord et au Centre du Mali. Le public visé rassemble les principaux partenaires de la Section dont les composantes militaires et civiles de la MINUSMA, l'équipe pays de l'ONU, et les partenaires techniques et financiers (PTF).

Le mois de mars s'est clôturé par une retraite de Section les 29 et 30 mars, visant à partager les expériences, bonnes pratiques, leçons apprises, mais également les défis et opportunités au sein de la Section et avec ses partenaires.

Un programme riche et varié autour de thèmes tels que les perspectives d'avenir au niveau de la stabilisation et du relèvement au Mali; la priorisation et revue des projets; la gestion des programmes; la coordination, les relations extérieures, le suivi & l'évaluation; et les leçons tirées de plateformes digitales.

La rencontre a pu compter sur la présence des hauts représentants de la MINUSMA, de plusieurs composantes de la Mission ainsi que des représentants de l'Equipe de Pays des Nations Unies au Mali.

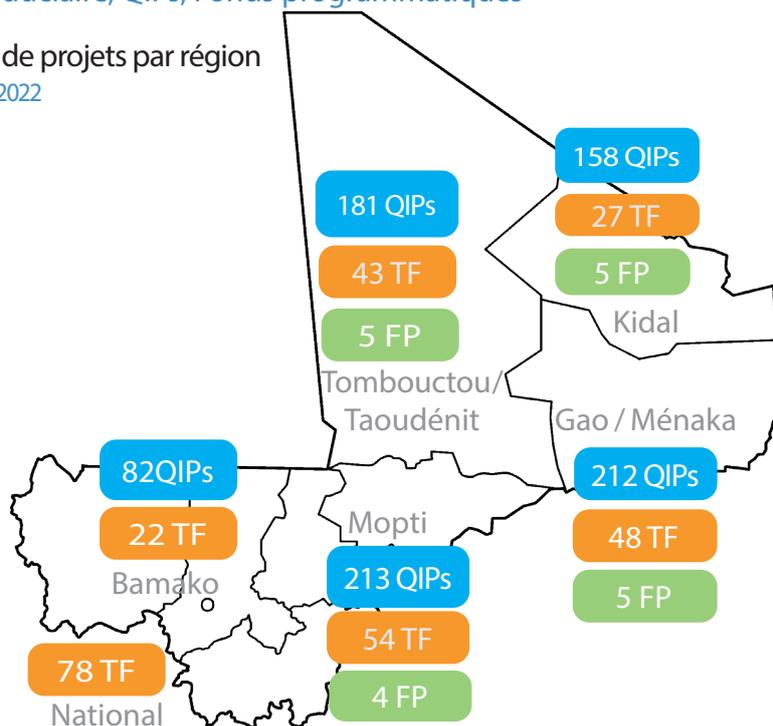
Pour plus d'informations :
Géraldine d'Hoop, Chargée de
Communication et Liaison (Section S&R)
geraldine.dhoop@un.org



Aperçu global depuis 2013

Fonds Fiduciaire, QIPs, Fonds programmatiques

Nombre de projets par région
au 31 mars 2022



Retrouvez tous les Bulletins bimestriels de S&R sur le site web de la MINUSMA: <https://minusma.unmissions.org/bulletin-bimestriel>

Faits saillants

- Kidal:** 07/02-08/02: lancement d'un projet d'approvisionnement en eau potable (TF); 02/03: lancement de 3 projets d'accès à l'eau potable (QIPs); 30/03: lancement de 7 projets au profit de 100 associations de femmes à Aguelhok (QIPs).
- Gao:** 9/02-10/02: mission du RSSG à Ansongo (QIPs et TF); 14/03: lancement et remise de projets à Bourem (QIPs et TF).
- Tombouctou :** 03/03: remise d'un projet d'accès aux kits scolaires de qualité pour les enfants en situation difficile (QIP); 23/03: journée mondiale de l'eau.
- Bamako:** 9/03: sensibilisation communautaire auprès des femmes leaders; 29/03-30/03: Retraite de la Section S&R.
- Ménaka:** 23/03: lancement du projet 'Réhabilitation de l'école d'Inagam' (QIP).
- Mopti:** 4 projets TF nouvellement approuvés.

Chiffres-clés au 31 mars 2022

Projets à effet rapide (QIPs) : 667 projets finalisés et 179 en cours sur un budget de 28.2 millions de dollars américains (846 projets au total depuis 2013).

Fonds Fiduciaire (TF) : 207 projets finalisés, 60 projets en cours et 2 projets planifiés sur 272 projets approuvés pour un coût de 110 millions de dollars américains sur un budget de 133.2 millions de dollars américains (contributeurs : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Suède, Turquie et UN DOCO - Development Operations Coordination Office).

Fonds programmatiques S&R (FP) : 5 projets depuis 2017 pour un budget de 1,8 million de dollars américains.

Secteurs

QIPs Projets à effet rapide

Cohésion sociale / Justice / Petites infrastructures / Agriculture / Santé / Formation / Eau / Artisanat / Culture / Sports / Gestion de Conflict / Gestion des déchets / Droits de l'Homme / Activités génératrices de revenus / Sécurité

TF Fonds Fiduciaire

Négociations de paix / Processus de médiation / DDR / RSS / MOC / Cantonnement / Etat de droit et justice / Rétablissement de l'autorité de l'Etat / Appui aux forces de sécurité et de défense maliennes / Cohésion sociale

FP Fonds programmatiques S&R

Retour de l'autorité de l'Etat / Renforcement des capacités / Soutien aux Autorités régionales et locales et institutions nationales / Appui au processus de décentralisation

Dans le cadre des échanges des plateformes PTF (Partenaires techniques et financiers), la Section S&R a participé à plusieurs réunions du Groupe Thématique 2 (*Développement du capital humain et inclusion sociale*) en février et mars 2022.

Lors d'une réunion des co-lead des Groupes de dialogue qui relèvent du GT2, les discussions ont porté sur l'archivage des documents des PTF sur la plateforme en ligne : <https://www.maliapd.org>. Cette plateforme a enregistré au fil des années les documents du CREDD 2019-2023 (*Cadre stratégique pour la Relance économique et le Développement durable*), des PTF et des structures coordonnées par le GEC (*Groupe exécutif de coopération des PTF*) telles que les cinq Groupes Thématiques associés au CREDD et les Groupes de dialogue y-afférents.

Le plan d'action du GT2 2022, les domaines thématiques, la cartographie des projets et la relance du Groupe de dialogue CAPZAC (*Commission d'appui à la programmation dans les zones affectées ou menacées par les conflits*) - anciennement CRZPC (*Commission de réhabilitation des zones post-conflit*) - ont également été traités et le travail y-afférent se poursuit.

Le GEC a examiné les termes de référence révisés du Groupe de dialogue CAPZAC qui s'apprête à reprendre ses réunions mensuelles et à se pencher sur des questions telles que la cartographie des projets.

Fonds programmatiques

Appui à la réforme et à la dynamisation des instances de concertation au niveau communal (PARDIC-Décentralisation)

Le projet 'Appui à la réforme et à la dynamisation des instances de concertation au niveau communal (PARDIC-Décentralisation) est mis en oeuvre par la Direction générale des Collectivités territoriales (DGCT) et la MINUSMA, à travers sa Section S&R, dans le cadre du renforcement de la gouvernance locale. Cette initiative est rendue possible par le biais du mécanisme de financement des fonds programmatiques de la Section S&R, pour un montant de plus de 228 millions de FCFA (soit environ 423 655 dollars américains). Ce projet vise à contribuer au renforcement de la décentralisation/régionalisation et de la communication entre les différents acteurs au niveau régional et local. Il couvre les régions de Gao, Kidal, Ménaka, Mopti, Taoudénit et Tombouctou.

Le 9 mars, le Responsable des programmes et le Chargé du Suivi et de l'Évaluation de la Section S&R ont participé à une séance de travail avec le Directeur-Général de la DGCT, et les Points Focaux et membres des 2 projets PARDIC & ZODEREN. Ce dernier projet 'Sensibilisation et Information de la Zone de Développement des Régions du Nord du Mali' relève également des Fonds programmatiques. La rencontre a permis de tirer le bilan des activités.

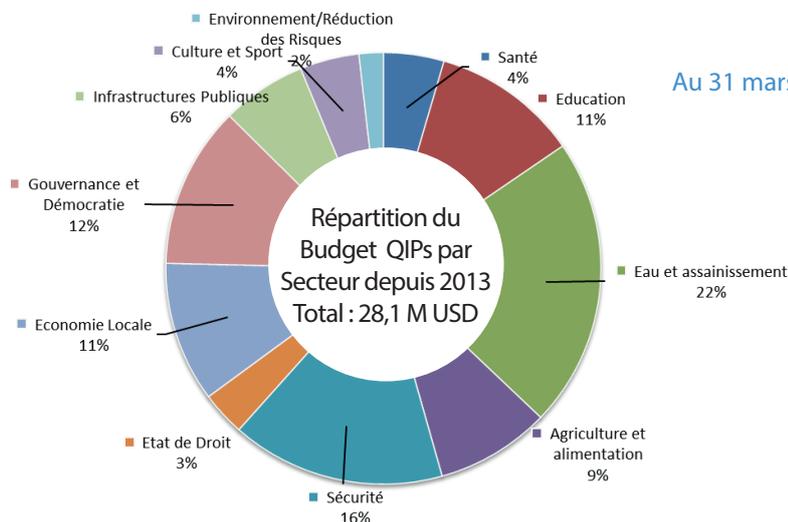
Le 16 mars s'est tenu un atelier national de présentation des avant-projets de textes portant modification du Décret n°08-095/P-RM du 21 février 2008 sur la création des Comités régionaux, locaux et communaux d'orientation, de coordination et de suivi des actions de développement (CROCSAD et CLOCSAD). Plusieurs structures de haut niveau ont pris part à l'atelier, telles que le Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation; la Direction générale de l'Administration du territoire; l'Agence nationale d'Investissement des Collectivités territoriales; le Centre de formation des Collectivités territoriales; la Cellule de planification et de statistique; et les préfets des cercles de Ségou, Koulikouro, San, Bougouni et Diré.

Les échanges ont permis d'intégrer les préoccupations des différents acteurs impliqués et de formuler des suggestions et recommandations pour enrichir le document en vue de sa finalisation.

Financés par la MINUSMA, les projets à effet rapide (ou Quick Impact Projects - QIPs) sont des microprojets communautaires. Ces projets sont d'un coût maximal de 50.000 dollars américains et d'une durée de mise en oeuvre de 6 mois. Ils doivent avoir un effet à la fois rapide et pérenne, répondant aux

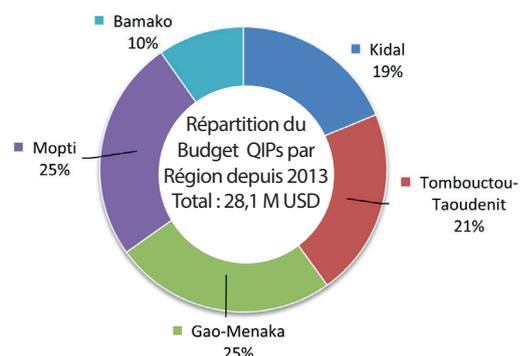
besoins prioritaires de la population, dans les domaines de la réhabilitation des services et petites infrastructures, la formation et la sensibilisation, la création d'emplois et de revenu. Ils ont pour but d'établir un climat de confiance dans le processus de paix, la Mission et son mandat.

Ces projets bénéficient principalement aux régions du Nord et du Centre et soutiennent les demandes provenant des autorités et communautés locales, des ONG, des associations nationales et de la société civile. Ces projets sont exécutés à travers des partenaires et entreprises locaux, et certains en partenariat avec les Agences, Fonds et Programmes (AFP) de l'ONU.



Au 31 mars 2022

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).



Faits marquants

1. Les 9 et 10 février, dans le cadre de l'appui à la mise en oeuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, le Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) des Nations Unies au Mali et Chef de la MINUSMA, El Ghassim Wane, a effectué une mission dans le cercle d'Ansongo (région de Gao). Il a remis officiellement aux autorités locales et aux bénéficiaires 8 projets dont 6 projets QIP sponsorisés par la Division des Affaires Civiles (CAD) et 2 projets du Fonds fiduciaire financés par les contributions du Royaume Uni et de l'Allemagne et sponsorisés par CAD et SSR-DDR. Le coût total de ces projets s'élève à 432.152.309 FCFA dont (119.093.930 FCFA pour les QIPs et 313.058.379 FCFA pour le Fonds fiduciaire). Il a aussi fait le lancement des travaux de 4 projets du Fonds fiduciaire financés par le Royaume Uni et l'Allemagne et sponsorisés par la Division des Affaires Politiques (PAD) et CIMIC. Leur coût s'élève à 763.060.068 FCFA. Ces 12 projets relèvent des domaines de la sécurité, de l'agriculture, de la formation professionnelle et de la réhabilitation des infrastructures des services sociaux de base (eau, assainissement et électricité). ▶

▶ Ils ont permis la réhabilitation et l'équipement des édifices pour les forces de défense et de sécurité, la réhabilitation des digues, la réalisation des adductions d'eau, l'électrification des artères de la ville d'Ansongo et 7 localités de la Commune de Ouattagouna du cercle, dans le but de réduire les conflits communautaires et améliorer le cadre de travail des forces de défense et de sécurité malienne soit le cadre de vie des populations. Ils bénéficieront directement à plus de 68 000 personnes dont 48% sont des femmes. Ces projets concourent à l'appui à la stabilisation et au rétablissement de l'autorité de l'État d'une part, et à la protection des civils et à la sécurité d'autre part de la résolution 2584 du Conseil de Sécurité. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#). ▶



▶ Lors de cette mission, le SRSRG a également officiellement remis aux Forces Armées Maliennes (FAMAs) et aux autorités d'Ansongo le projet QIP de fourniture d'un château d'eau équipé en panneaux solaires au Camp FAMA d'Ansongo. Ce projet, en service depuis mai 2021, s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités des soldats maliens déployés dans la ville. Il est l'illustration d'un exemple réussi de protection des civils qui étaient exposés lors de la corvée d'eau des militaires au même point d'eau.

Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).



2. Le 2 mars, 3 nouveaux QIPs ont été lancés officiellement à Aguelhok (région de Kidal) afin de permettre aux communautés d'Abogui, de Charnache et de Doussakate (commune rurale d'Aguelhok) de bénéficier d'eau potable.

Coordonnées par le bureau régional de la MINUSMA à Kidal, les travaux de ces projets, estimés à 65 millions de Francs CFA, amélioreront l'accès de 3.000 personnes (dont 45% sont des femmes) à l'eau potable dans une région désertique, à travers la réalisation d'un forage équipé d'un système solaire.

Deux de ces projets sont mis en oeuvre par l'ONG AIDE SAHEL et sponsorisé par CAD et le troisième projet est mis en place par l'ONG TOUMAST et sponsorisé par la Force du Secteur Nord à travers son unité de coordination civilo-militaire.

Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).



3. Le 3 mars, 13 490 élèves de 39 écoles des communes Alafia, Ber, Bourem Inaly, Lafia, Salam et Tombouctou ont pu bénéficier d'un projet QIP des Casques bleus qui vient en aide aux enfants en situation difficile en leur donnant accès à des kits scolaires de qualité. Financée par le bureau régional à hauteur de 27 millions de Francs CFA, et sponsorisée par la Force (CIMIC G-9), cette activité civilo-militaire vise à contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les écoles de ces localités.

Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

4. Le 14 mars, une délégation composée du Chef de Bureau de Gao, de la Section S&R, de CAD, de l'Information publique et de SSR-DDR, s'est rendue à Bourem (région de Gao) pour lancer et remettre, entre autres, 2 projets QIPs sponsorisés par CAD et un projet du Fonds fiduciaire.

Le premier projet QIP, d'un montant de 26.534.100 FCFA, propose un appui au renforcement de l'autonomisation des femmes du village Hawa par la réalisation d'un périmètre maraîcher de 2ha doté d'une adduction d'eau sommaire.

Le deuxième projet QIP, d'un montant de 25.112.500 FCFA, est un forage solaire au sein du périmètre maraîcher de cinq hectares de la Coordination des Associations et ONG féminines du Mali (CAFO) de Bourem.

Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).



5. Le 23 mars, le projet QIP 'Réhabilitation de l'école d'Inagam' a été lancé à Ménaka pour un montant total de 24 752 766 FCFA. Sponsorisé par la Force, le projet consistera à la réhabilitation de trois salles de classe et à la construction de la clôture, de la Direction et d'un bloc de deux latrines au profit de l'école primaire d'Inagam. Ce projet bénéficiera à 813 élèves d'Inagam, dont 463 filles. Il marque les efforts continus de la MINUSMA à appuyer le renforcement des services sociaux de base dans la région de Ménaka.

6. La Section S&R a participé à la célébration de la Journée Mondiale de l'eau le 23 Mars à Tombouctou sous le thème : « les eaux souterraines, rendre visible l'invisible ». Des sketches, récitals, animations ont été présentés pour sensibiliser la population au bon usage de l'eau, et à la lutte contre la pollution des eaux souterraines.

S&R a souligné l'apport considérable de la MINUSMA dans son rôle de maintien de la paix et de la protection des civils. Sa contribution par le biais des projets QIPs, Fonds fiduciaire, CVR a permis de financer des projets d'accès à l'eau pour un montant de plus 4 milliards FCFA dans les régions de Tombouctou et Taoudéni, desservant une population de près 300.000 personnes en eau potable et en améliorant leur qualité de vie.



7. Le 30 mars, sept projets QIPs ont été lancés au profit des groupements de 100 associations des femmes à Aguelhok (à 160 km au nord de Kidal) lors d'une mission intégrée conduite par le Chef du Bureau régional avec la participation de PAD, HRPD, UNPOL, PIO et UNDSS. Financés à hauteur de 78 500 000 FCFA, et sponsorisés par PAD, ces projets vont bénéficier à l'autonomisation économique de 1293 femmes de la Commune. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

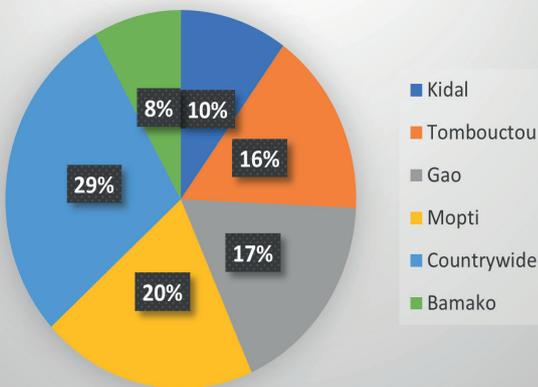




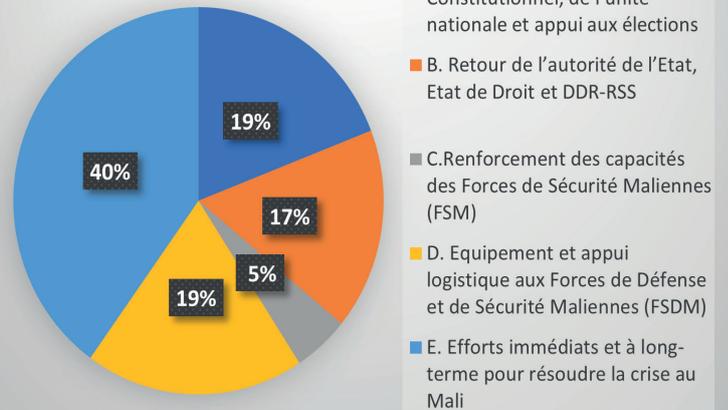
Le Fonds Fiduciaire (FF) des Nations Unies pour la Paix et la Sécurité au Mali a été créé à la demande du Conseil de Sécurité (Résolution 2085 (2012)). Les Etats Membres peuvent apporter des contributions volontaires. Le Fonds vise à apporter un appui aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM), à assister le Gouvernement malien dans ses efforts pour assurer une paix durable, le retour de l'autorité de l'Etat et de l'ordre constitutionnel et à soutenir les interventions humanitaires cruciales et d'aide au développement concourant aux efforts à court et à long-terme de la communauté internationale pour résoudre la crise au Mali. Ce fonds est soutenu par des contributions volontaires des bailleurs suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Suède, Turquie et UN DOCO. Le budget actuel du fonds est de 133.2 millions de dollars américains, dont 110 millions (soit 83%) sont alloués aux projets existants. Pour plus d'informations, cliquez [ici](#).

Au 31 mars 2022

Répartition du budget par région du fonds fiduciaire depuis 2013



Répartition du budget par objectif du fonds fiduciaire depuis 2013



Faits marquants

1. 2 visites de terrain de l'Unité du Fonds fiduciaire (FF) ont eu lieu, respectivement à Tombouctou du 8 au 10 février et à Gao du 23 au 25 février. Ces visites avaient pour but d'échanger avec les équipes S&R régionales et les sections sponsors responsables du suivi des procédures FF et de soutenir les partenaires dans le développement, la mise en œuvre et le suivi des projets FF.

Ces visites ont également permis à l'équipe d'avoir une vue plus réaliste du contexte et des conditions de mise en oeuvre des projets.

2. Les 7 et 8 février, un nouveau projet FF 'Réhabilitation du système d'approvisionnement en eau potable' a été lancé au bénéfice de 450 ménages de la localité de Tessalit (région de Kidal). D'un montant de 190 804 137 FCFA, ce projet est financé grâce à la contribution du Danemark et sponsorisé par la Division des Affaires Politiques (PAD). Ce projet appuiera les autorités locales pour asseoir un système de gestion de l'infrastructure, prenant en compte les aspirations de toutes les parties prenantes, en particulier les catégories vulnérables. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

3. Le 22 février, la Section S&R a organisé, à Bamako, une réunion trimestrielle de coordination avec les principaux donateurs du Fonds fiduciaire pour la paix et la sécurité au Mali.

Cette réunion a réuni le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Suède, la Norvège, le Danemark, la Belgique, le Canada et le Luxembourg. S&R a présenté un processus de planification global et ses priorités en fonction de son mandat. De plus, l'Unité FF a fait le point sur la situation de ses projets récemment approuvés ainsi que sur les nouvelles contributions reçues et l'état général des projets en cours.



4. Le 3 mars, le Royaume de Belgique a renouvelé son engagement envers le Fonds fiduciaire avec une nouvelle contribution d'un million d'euros, lors d'une rencontre entre l'Ambassadeur de Belgique au Mali, Son Excellence Jurgen van Meirvenne, et El-Ghassim Wane, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies.

Cette contribution est dédiée à la promotion des droits des femmes au Mali, ainsi qu'à l'agenda Femmes, Paix et Sécurité. Elle servira à renforcer le rôle des femmes dans les organes représentatifs aux niveaux national et local des institutions maliennes et dans les initiatives du processus de paix, ainsi qu'au niveau des Forces de défense et de sécurité du maliennes (FDSM). Cela permettra ainsi à la MINUSMA de soutenir davantage le Mali dans ses efforts pour consolider la paix et la sécurité, tout en réaffirmant le rôle de femmes au sein des processus politico-institutionnels, dans un contexte évolutif de transition.

Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).



5. Les 10 et 11 mars, la Section S&R, à travers son Unité FF, a organisé, à **Bamako**, un atelier de formation sur la sensibilité au conflit, ciblant les membres du personnel impliqués dans la gestion des projets du Fonds fiduciaire. ►

► Cette formation fut donnée par l'organisation internationale *Interpeace* afin d'améliorer la sensibilité au conflit de toutes les entités sponsors de la MINUSMA impliquées dans les projets financés par le Fonds fiduciaire.



6. Le 14 mars, le projet FF sur la stabilisation et la sécurisation du cercle de Bourem (région de **Gao**) par l'installation de lampadaires solaires et l'électrification des radios locales a été remis aux autorités locales.

Cette initiative, sponsorisée par l'Unité de l'Information publique, a été rendue possible grâce à la contribution du Danemark pour un montant de 223 millions de FCFA.

Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).



7. Le 31 mars, la Section S&R a organisé une présentation virtuelle sur les conclusions finales de l'évaluation externe (Third Party Monitoring - TPM) du Fonds fiduciaire à la communauté des donateurs du Fonds fiduciaire et aux sections sponsors de la MINUSMA. Depuis l'année dernière, le Royaume-Uni soutient le Fonds fiduciaire avec un partenaire externe pour entreprendre un exercice de TPM qui est désormais terminé.

Les conclusions et les recommandations pour la prochaine phase ont été présentées lors de cette réunion par l'équipe d'experts d'IMC/Tetra Tech.

8. En février et mars, les projets suivants du Fonds fiduciaire ont été approuvés (région de Mopti), et tous financés grâce à la contribution du Danemark:

10 février: Projet d'appui à la sécurisation de la ville de Douentza, région de Mopti, à travers l'installation de lampadaires solaires pour l'éclairage public - sponsorisé par CAD et mis en oeuvre par l'ONG Mali Espoir - 105.555.500 FCFA (181.136,217 USD)

24 février: 2 projets sponsorisés par la Division des Droits de l'homme et Protection, mis en oeuvre par le Gouvernorat de Mopti.

- Construction de murs de clôture pour les écoles de Diafarabé et Youwarou, région de Mopti - 64.636.472 FCFA (110.726,859 USD).
- Renforcement de la sécurité des écoles à travers la construction de clôtures pour les écoles Banguéta «C» Commune de Mopti, Bounquel 2ème Cycle Commune de Fakala, Torokoro Commune de Madiama et l'école de Sarema Commune Rurale de Socour - 246.131.569 FCFA (421.640,983 USD).

24 mars: Renforcement de la cohabitation pacifique entre les communautés de la Commune de Fakala, Cercle de Djenné, à travers la construction d'un Périmètre Irrigué Villageois (PIV) à Diaba Peulh - 191,817,697 FCFA (319.143 USD). Projet sponsorisé par l'Unité Genre.

Tous ces projets soutiendront directement la mise en oeuvre de l'Accord de la paix, le retour de l'autorité de l'État, la sécurité et la réduction des tensions communautaires.

Rencontre avec le Secrétaire Permanent du 'Cadre Politique de Gestion de la Crise du Centre'

Le 28 mars, la Directrice de la Section S&R, Mme Loubna Benhayoune, a participé à une rencontre avec le Secrétaire Permanent du 'Cadre Politique de Gestion de la Crise du Centre, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, Mme Daniela Krosiak, le Chef de Bureau de la MINUSMA à Mopti, et des représentants des Divisions des Affaires Civiles et Politiques et de la Médiation.

Les questions principales qui ont été soulevées furent l'appui de la MINUSMA à la stratégie de stabilisation du Centre ; la nécessité de faire la cartographie des actions qui ont déjà été initiées tant par la MINUSMA que par les autres partenaires ; l'importance d'une approche participative et inclusive qui prend en compte les aspirations des communautés locales ; et la nécessité de coordonner les efforts de toutes les parties prenantes aussi bien au niveau régional que national.

Mme Benhayoune a par ailleurs souligné le besoin de se focaliser sur des aspects concrets pouvant avoir des résultats visibles tangibles sur les populations civiles. Les différents projets pour le Centre doivent également être harmonisés pour le bénéfice des communautés locales. Il sera par ailleurs nécessaire d'impliquer les nouvelles régions du Centre dans le processus.

Activités de sensibilisation communautaire

Tout au long des mois de février et mars, la Section S&R a continué de participer activement aux séances de sensibilisation communautaires organisées par l'Unité 'Outreach' de la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique. Ces séances ont pour but de sensibiliser, informer et échanger avec les communautés locales pour améliorer la connaissance et la compréhension du rôle et du mandat de la MINUSMA en appui de la mise en oeuvre de l'Accord pour la Paix.

Les séances du mois de mars ont ciblé la thématique 'Femmes, Paix et Sécurité', en célébration de la journée internationale des femmes, le 8 mars et dont le thème était la 'Participation des Femmes à la Refondation du Mali'. C'est ainsi que la Section S&R a été invitée à faire une allocution sur les projets que la Section gère en matière de genre, autonomisation et renforcement des capacités des femmes au Mali. Cela a permis de discuter du rôle concret que les femmes peuvent jouer dans la reconstruction du pays et de présenter des exemples concrets d'initiatives réussies au bénéfice des femmes.

Chaque activité a rassemblé environ 100 personnes dont les Maires de communes, les Chefs de quartier, les femmes et jeunes leaders de chaque localité.

